

### **Objectifs du projet**

L'agroécologie pourrait-elle permettre d'intensifier de manière durable une production agricole sahéenne en proie à de profondes vulnérabilités ? C'est là tout l'enjeu du projet FAIR Sahel coordonné par le Cirad. Co-financé à hauteur de 9 millions d'euros par l'Union européenne et l'Agence française de développement, il réunit depuis 2020 treize partenaires européens et ouest-africains autour d'activités de recherche-action menées au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal.

*L'objectif général* est de créer les conditions pour que les petits producteurs du Sahel mettent en place des systèmes techniques innovants d'Intensification Agro Ecologique (IAE), leur permettant une gestion plus efficace et durable des ressources et une amélioration de leurs revenus, tout en rendant leur exploitation plus résiliente au changement climatique dans les trois pays d'intervention du projet. Un objectif plus spécifique est de redéfinir le rôle de la recherche afin que les acteurs institutionnels, politiques et techniques aient accès à la connaissance nécessaire, accompagnent efficacement les producteurs organisés et volontaires et créent des conditions favorables à l'IAE.

### **Contexte**

Dans le Sahel, les producteurs familiaux sont exposés à des risques de diverses natures (climatiques, économiques, sanitaires, de plus en plus sécuritaires). En particulier, les systèmes agricoles sont caractérisés par une forte vulnérabilité face à l'extrême variabilité de la pluviométrie, et les familles peinent à diversifier leurs moyens d'existence. Enfin, le fonctionnement des chaînes de valeurs agricoles est peu favorable à la rentabilité et durabilité des systèmes agricoles. Il s'en suit une dégradation rapide des ressources naturelles (sols, eau, biodiversité) et l'abandon de certains périmètres d'irrigation. La mécanisation, quelles qu'en soient ses formes, est encore trop peu répandue bien que souhaitée pour améliorer la productivité du travail. Son usage nécessite des pratiques et des instruments adaptés à la qualité des sols pour lesquels les agriculteurs ne disposent pas toujours des connaissances nécessaires. Sous la pression démographique, une compétition pour les différents usages des terres agricoles et pastorales s'exerce au détriment de la durabilité des systèmes.



L'IAE peut apporter des solutions durables pour aider les producteurs du Sahel à développer une agriculture plus résiliente aux aléas et au changement climatiques, et accroître leur sécurité alimentaire. Des solutions techniques existent mais il reste souvent à les adapter, optimiser et combiner dans des systèmes innovants d'intensification agroécologique grâce à une nouvelle dynamique de collaboration entre les acteurs de la recherche, du développement et les producteurs. Les acteurs institutionnels, interagissant localement avec les agriculteurs (recherche locale, institutions d'enseignement et formation, opérateurs de développement, ONGs, fédérations de producteurs, acteurs privés du marché et des filières...), doivent aussi être accompagnés pour mieux comprendre l'utilité de l'IAE et être en mesure de pouvoir soutenir son développement.

### **Théorie du changement pour atteindre les objectifs**

Les modes d'interaction de la recherche avec les acteurs du développement et avec les producteurs sont revisités pour permettre 1) une co-production plus efficace des connaissances sur les processus agro écologiques mobilisables pour améliorer le fonctionnement des agrosystèmes, 2) une adaptation

plus efficace et co-construite des systèmes agroécologiques à la diversité des conditions des producteurs, 3) la production de méthodes pour l'accompagnement des agriculteurs par les acteurs du développement et un renforcement de leurs compétences dans ce domaine.

Une démarche résolument **participative et itérative** est mise en place à différents niveaux (niveau des communautés rurales, niveau territorial, niveau national et sous régional) afin de pouvoir traiter l'ensemble des verrous potentiels pour développer l'IAE au Sahel. **Des verrous ont été identifiés** à chacun des niveaux et des pistes de solutions sont collectivement prospectées. Le rôle de la recherche est à la fois d'amener des connaissances utiles à la résolution de ces verrous et de proposer des espaces et des outils permettant aux différents acteurs de travailler ensemble pour les lever. Nous recherchons **une intense collaboration entre institutions de recherche et acteurs d'appui au développement**, afin d'améliorer la mobilisation des connaissances quelles qu'en soient leurs origines, pour les mettre au service de l'accompagnement des transitions vers une intensification plus agroécologique de la production. Par ailleurs, le projet travaille à l'intégration du genre dans la recherche, pour identifier des leviers et verrous à la transition agroécologique liés à une mauvaise intégration des groupes vulnérables dans les processus de changement.

Ainsi, à l'échelle des communautés rurales, la recherche et les acteurs du développement travaillent de façon itérative avec différents types de producteurs à **l'adaptation des systèmes de production** en identifiant au mieux les sources locales d'innovation, les connaissances sur les processus écologiques et les impacts potentiels des nouveaux systèmes agroécologiques.

A l'échelle régionale, la recherche et les partenaires de développement mobilisent l'ensemble des acteurs institutionnels jouant sur les conditions sociotechniques qu'affrontent les producteurs. Le projet offre des espaces et des outils permettant à ces acteurs, malgré leurs différences et objectifs propres, **de débattre et de réfléchir ensemble sur différents scénarios d'organisation du contexte socio-économique** plus favorables à l'intensification agroécologique de leurs systèmes par les producteurs.

A l'échelle nationale, le projet partage son expérience et ses résultats auprès des pouvoirs politiques de chaque pays et de la région Sahel, au travers d'évènements d'envergure de restitution et discussion sur les bénéfices de l'IAE. **Le travail de plaidoyer, argumenté scientifiquement et socialement par les acteurs du projet**, permettra d'analyser, au niveau national et de la sous-région, l'intérêt de l'IAE pour assurer la sécurité alimentaire et le développement agricole.

A chacun de ces niveaux, la connaissance et les savoir-faire, leur co-construction et leur partage sont des éléments moteurs de ces transitions et du changement d'échelle de ces pratiques. Pour faciliter leur diffusion et les processus de formation liés, le projet s'appuie au maximum **sur les acteurs influents, les réseaux et autres dispositifs existants autour de l'agroécologie** et l'adaptation au changement climatique. Des outils de partage d'information et de communication sont établis en liaison avec ces acteurs et ces réseaux.

A l'issue du projet, non seulement l'ensemble des connaissances et outils collaboratifs produits seront à la disposition des acteurs locaux, notamment des organismes de développement, mais ces derniers auront acquis **l'autonomie** de continuer à les enrichir pour alimenter le processus d'adaptation des systèmes et des conditions sociotechniques. Les acteurs des filières et les responsables de politiques publiques seront sensibilisés et promoteurs de ces changements. Les producteurs seront ainsi dans les meilleures dispositions pour produire durablement, de façon efficiente économiquement et adaptée face au changement climatique.

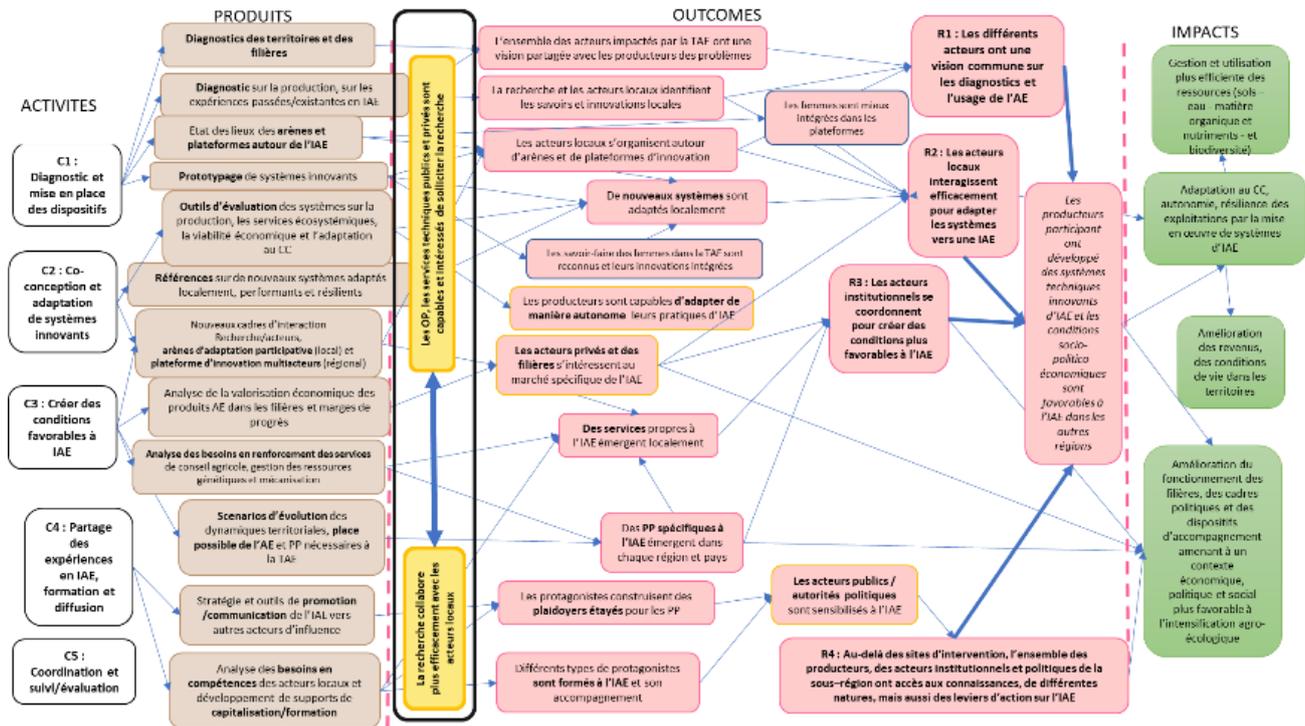


Figure 1: Chemin de l'impact du projet

## Activités

Les activités du projet sont les suivantes :

- ✓ **Activité 1.1** Identification et diagnostic des arènes de concertation et plateformes d'innovation par enquête auprès d'acteurs clefs **A1.2** Identification de dispositifs d'action locale pour l'appui technique auprès des producteurs, par enquête auprès des organisateurs et des bénéficiaires **A1.3** Diagnostic des dynamiques territoriales par bibliographie, analyse des statistiques disponibles, enquêtes et ateliers auprès des institutions actives **A1.4** Etat des lieux de la production locale par bibliographie, enquêtes auprès des producteurs et ateliers participatifs diagnostic et de prototypes.
- ✓ **Activité A2.1** Mise en place de dispositifs de test et adaptation des systèmes au travers d'essais participatifs dans les localités et de réseau de parcelles paysannes **A2.2** Co-évaluation des systèmes innovants sur les différentes dimensions de leurs performances par identification participative d'indicateurs de performances, jour de champs, modélisation participative, atelier interactif avec les producteurs. **A2.3** Co-conception de scénarios d'évolution d'exploitations agricoles face au changement climatique par enquête et modélisation participative.
- ✓ **Activité A3.1** Co-conception de scénarios d'évolution des territoires agricoles et politiques publiques nécessaires, par ateliers de diagnostics et ateliers interactifs de prospective. **A3.2** Viabilisation de l'IAE par une meilleure insertion du secteur privé, une meilleure relation aux marchés et aux filières, par enquêtes auprès des acteurs des filières, ateliers interactifs entre producteurs et acteurs des filières. **A3.3** Identification et fortification des services nécessaires à l'IAE tels que le conseil technique, la gestion des ressources génétiques et la mécanisation par ateliers de concertation, renforcement institutionnel, formations.



- ✓ **Activité A4.1** Formalisation, systématisation et partage des expériences par plan de gestion des données et des connaissances, base de données, système de partage de l'information (KMS). **A4.2** Développement de formations, de supports de formations et de communication par ateliers de travail collectifs d'appui à la formalisation des produits, fiches techniques, contenus formation, émissions radio. **A4.3** Activités de plaidoyers en faveur de l'IAE, ateliers nationaux / régionaux.
- ✓ **Activité A5.1** Coordination, gouvernance et suivi de projet, réunions de coordination, ateliers annuels, mise en place d'un comité de pilotage et d'un conseil scientifique, mise en place de comité techniques par composante **A5.2** Définition collective d'une vision du chemin de l'impact de l'IAE dans la région par atelier de travail multi-institutionnel ; **A5.3** Suivi-adaptation des méthodes d'accompagnement incluant la recherche en forte interaction avec les acteurs du développement pour accompagner l'IAE par ateliers annuel d'évaluation.

### **Principaux résultats obtenus (début 2023)**

Dans ces trois pays, et depuis son lancement début 2020, le projet a mis en œuvre un certain nombre d'activités, visant notamment à réaliser un diagnostic des zones d'intervention (Composante 1), à coconcevoir des systèmes en intensification agroécologique avec les producteurs (Composante 2), à travailler sur les conditions sociotechniques nécessaires à la transition dans les territoires (Composante 3), et au plaidoyer et à l'appui aux politiques publiques pour l'agroécologie (Composante 4).

À ce jour, tous les diagnostics ont été finalisés, et ont été mis au service des activités aux différents niveaux d'intervention. Les campagnes agricoles de 2021 et 2022 ont permis la mise en place de champs d'expérimentation en milieu paysan et de réseaux de plus de 300 agricultrices et agriculteurs expérimentateurs dans chacune des 11 communes d'intervention à travers les trois pays.

À l'échelle des territoires, les problématiques d'étude ont été précisées grâce aux diagnostics et aux échanges avec les producteurs dans le cadre de la composante 2, et des sujets de recherche ont été identifiés, tels que l'évolution du conseil agricole, des systèmes semenciers, ou de la petite mécanisation pour la diffusion des systèmes agroécologiques.

Des concertations à l'échelle des provinces (Burkina Faso), départements (Sénégal), ou régions (Mali), réunissant une trentaine d'acteurs de divers horizons (publics, privés, organisations de producteurs, etc.) ont permis d'élaborer des scénarios d'évolution de ces territoires impliquant l'agroécologie.

Aux niveaux national et sous régional, le plaidoyer porté par le Cirad et les organisations de développement a pris une plus grande envergure grâce à des webinaires, la communication sur les réseaux sociaux, la participation à des événements internationaux de grande ampleur (COP 15 par exemple), et la contribution active aux cadres nationaux de concertation sur l'agroécologie. Plus de 150 acteurs institutionnels et techniques de la sous-région ont été touchés par ces événements.

### **Organisation**

La gouvernance du projet inclut une cellule de coordination générale impliquant les coordinateurs généraux et les co-responsables de composantes en interaction permanente avec des comités techniques (un par composante) et des équipes références terrain (une par pays).

Un comité de pilotage (décisionnel) impliquant le Cirad, un représentant institutionnel de chacun des partenaires du consortium, les bailleurs du projet et un représentant de l'Alliance pour l'Agroécologie en Afrique de l'Ouest (3AO) se réunit une fois par an.

Les composantes du projet sont présentées dans la figure 2 suivante :

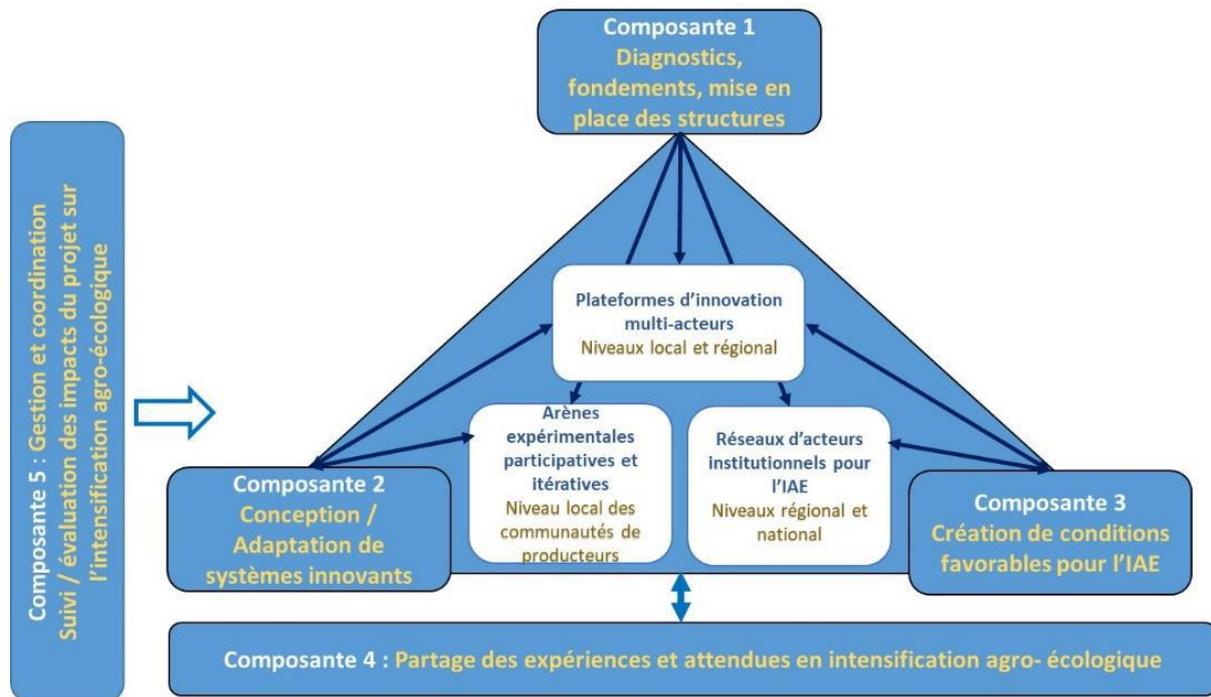


Figure 2: Organisation du projet par niveau d'intervention et par composante

### Organisation d'exécution

La coordination du projet est assurée par le Cirad (Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement). La mise en œuvre du projet est confiée à un consortium réunissant quatre autres institutions de recherche Européennes (Institut de Recherche et Développement (IRD, France), Zalf University (Allemagne), Wageningen University & Research (WUR, Pays-Bas) et Consejo Superior de Investigaciones Científicas (CSIC, Espagne), trois institutions de recherches nationales (Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA, Sénégal), Institut d'Economie Rurale (IER, Mali) et Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA, Burkina Faso)) ainsi que cinq ONGs ou organisation de producteurs (Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF), Association des organisations Professionnelles Paysannes (AOPP, Mali), Association Minim Song Panga (AMSP, Burkina Faso), Union Nationale des Sociétés Coopératives des Producteurs de Coton du Burkina (UNPCB) et Environnement Développement Action pour la Protection Naturelle des Terroirs (Enda Pronat, Sénégal).

### Autres intervenants

Les institutions co-demandeuses s'associent également pour développer les actions sur le terrain avec d'autres ONG : Diobass au Burkina Faso et Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI), AGRISUD et GRET en France, qui sont des bénéficiaires et acteurs directs dans les zones du projet. De plus tous les acteurs influents, à la fois privés (acteurs des filières), politiques ou techniques (services d'appui à l'IAE) jouant sur les conditions sociotechniques plus ou moins favorables pour les changements des exploitations vers l'IAE, seront impliqués notamment dans la composante 3 du projet.

### Localisation

Burkina Faso, Mali et Sénégal. Le projet développe ses activités dans 3 contextes écologiques (Pluvial zones sèches, pluvial zones Subhumides et systèmes irrigués).

**Financement et cofinancement**

UE	€ 7,000,000
Agence Française de Développement	€ 1,500,000
CIRAD/IRD	€ 623,450
Budget total	€ 9,123,450

**Durée**

5 ans (Janvier 2020 – Décembre 2024)

**Site Internet**

[www.fair-sahel.org](http://www.fair-sahel.org)

**Mise à jour le 14/09/2023**



Union Européenne



Centre de coopération  
Internationale en Recherche Agronomique  
pour le Développement



Institut d'Economie Rurale



Institut de l'Environnement et  
Recherches Agricoles



L'Institut Sénégalais de  
Recherches Agricoles



Institut de Recherche pour le  
Développement



Wageningen University &  
Research



Consejo Superior de  
Investigaciones Científicas



Leibniz Centre for Agricultural  
Landscape Research



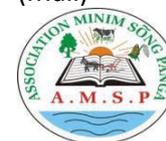
Agronomes et Vétérinaires  
Sans Frontières



ENDA Pronat (Sénégal)



Association des organisations  
professionnelles paysannes  
(Mali)



Association Minim  
Song Panga (Burkina Faso)



Union Nationale des  
Producteurs de Coton du Burkina  
(Burkina Faso)